RECOMMANDATION N° 256/89/CECA DE LA COMMISSION

du 30 janvier 1989

relative à la surveillance communautaire des importations de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA, originaires de pays tiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 74,

considérant que, par la recommandation n° 3451/87/CECA [1], la Commission a soumis à la surveillance communautaire les importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier ;

considérant que les raisons qui ont à l'origine conduit la Commission à prendre cette mesure persistent et qu'il convient dès lors de reconduire et de compléter ledit système de surveillance en vue d'assurer une connaissance plus complète des importations prévisibles et des conditions auxquelles elles sont faites,

FORMULE LA RECOMMANDATION SUIVANTE :

Article premier

1. La mise en libre pratique dans la Communauté des produits sidérurgiques relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, énumérés à l'annexe III, originaires de pays tiers est subordonnée à la délivrance d'un document d'importation.

2. Les produits visés au paragraphe 1 sont considérés comme étant de premier choix jusqu'à preuve du contraire par l'importateur.

3. Le document d'importation est délivré ou visé par les États membres, sans frais et pour toutes les quantités demandées, dès réception de la demande et, en tout état de cause, dans un délai maximal de dix jours ouvrables après le dépôt de la demande dûment remplie assortie de deux duplicata du ou des contrats d'achat qui l'ont motivée et de la ou des confirmations de commande du vendeur. L'original de ces pièces ainsi que la facture *pro forma* doivent être présentés si l'autorité qui délivre les licences l'exige.

4. L'application du paragraphe 1 ne préjuge pas le maintien des restrictions quantitatives existantes appliquées par les États membres pour certains produits sidérurgiques à l'égard de certains pays tiers.

5. La période de validité du document d'importation est fixée à trois mois, sans préjudice d'une éventuelle modification du régime d'importation en vigueur.

Article 2

1. La demande de l'importateur mentionnera :

a) le nom et l'adresse de l'importateur, sa profession ainsi que ses numéros de téléphone et de télex ;

b) la désignation de la marchandise et l'indication du code selon la nomenclature combinée [2] ;

c) le pays d'origine ;

d) le pays de provenance ;

e) le poids net par lot ;

f) la monnaie et la valeur (caf ou daf) facturée ;

g) la date et le lieu prévus pour le dédouanement ;

h) s'il y a lieu, les caractéristiques détaillées établissant le second choix ou le caractère déclassé.

2. L'importateur devra également fournir les informations complémentaires suivantes :

A. Pour les produits originaires et en provenance directe d'un des pays énumérés à l'annexe I (importation directe) :

a) la désignation commerciale des produits y compris les spécifications exactes et, le cas échéant, le caractère de second choix ou leur destination éventuelle à la construction navale, l'indication de l'exportateur et du lieu de livraison ;

b) le prix rendu destination par tonne et hors TVA, en mentionnant les extra ou rabais ainsi que les frais de transport entre le point de parité retenu et le lieu de livraison ;

c) l'indication :

i) du barème du producteur du pays tiers d'origine choisi pour le calcul du prix rendu, avec la mention de la date de ce barème

ou

ii) du barème du producteur communautaire choisi pour le calcul du prix rendu, avec la mention de la date de ce barème

ou

iii) le cas échéant, de l'offre du pays tiers sur laquelle un alignement a été effectué en indiquant les détails nécessaires à l'identification de cette offre, y compris sa date.

B. Pour les produits originaires et en provenance directe d'un des pays énumérés à l'annexe II (importation directe) :

a) la désignation commerciale des produits, y compris les spécifications exactes et, le cas échéant, le caractère de second choix ou leur destination éventuelle à la construction navale, l'indication de l'exportateur et du lieu de livraison ;

b) le prix rendu destination par tonne et hors TVA, en mentionnant tous les éléments ayant permis le calcul du prix rendu, et notamment les extra, les rabais et les frais de transport jusqu'au lieu de livraison.

[1] JO n° L 328 du 19. 11. 1987, p. 23.

[2] JO n° L 256 du 7. 9. 1987, p. 1.

c) l'indication :

i) du barème du producteur communautaire choisi pour le calcul du prix rendu, avec la mention de la date de ce barème

ou

ii) le cas échéant, de l'offre du pays tiers sur laquelle un alignement a été effectué en indiquant les détails nécessaires à l'identification de cette offre ainsi que sa date ;

d) l'indication pour les produits repris sous le code NC 7201 du nom et de l'adresse de l'éventuel acquéreur final pour autant qu'il soit connu.

C. Pour les produits originaires d'un des pays énumérés aux annexes I et II, mais en provenance de tout pays tiers autre que celui d'origine (importation indirecte), et pour les produits originaires d'un pays tiers, non énuméré dans les annexes I et II :

a) la désignation complète correspondant à celle figurant dans la liste des produits soumis aux prix de base en vigueur ainsi que l'indication de l'exportateur et du lieu de livraison ;

b) le prix caf ou daf à la frontière de la Communauté, par tonne, dans la monnaie du contrat, augmenté des droits de douane applicables ainsi que des frais de déchargement ;

c) l'indication pour les produits repris sous le code NC 7201 du nom et de l'adresse de l'éventuel acquéreur final pour autant qu'il soit connu.

3. L'importateur déclare que, à l'occasion de l'opération commerciale, ni lui ni son acheteur ne bénéficient d'aucun abattement, rabais ou autre forme de remboursement non prévu dans le contrat relatif à cette opération et qu'ils n'en bénéficieront pas ultérieurement.

4. L'importateur doit attester l'exactitude de sa demande de document d'importation.

5. L'importateur doit préciser si sa demande concerne une livraison ayant déjà fait l'objet d'une précédente demande de document d'importation.

Article 3

1. Lors de l'octroi du document d'importation pour les produits originaires des pays figurant aux annexes I ou II, les États membres communiquent à la Commission l'écart entre :

— le prix rendu qui résulterait de l'application du barème de référence,

— et le prix rendu calculé sur la base du contrat ou de la facture *pro forma.*

Ils communiquent également tous les documents nécessaires, notamment les duplicata des demandes des documents d'importation, des contrats d'achat et des confirmations de commande du vendeur, chaque fois que l'écart de prix constaté est substantiel ou qu'il porte sur une quantité importante.

2. Lors de l'octroi du document d'importation pour les produits originaires :

— de pays tiers autres que ceux qui sont énumérés aux annexes I ou II,

— d'un pays énuméré aux annexes I ou II, mais en provenance d'un pays tiers autre que celui d'origine (importation indirecte),

les États membres communiquent à la Commission l'écart, en écus par tonne, entre :

— le prix de base publié au *Journal officiel des Communautés européennes*

— et le prix caf ou daf à la frontière de la Communauté, y compris les droits de douane applicables ainsi que les frais de déchargement.

3. Les États membres font connaître à la Commission, dans les dix premiers jours de chaque mois, le tonnage et les valeurs (calculés sur la base des prix caf ou daf) pour lesquels les documents d'importation ont été délivrés au cours du mois précédent.

4. Les communications des États membres comportent :

a) la ventilation par pays d'origine ;

b) par pays d'origine, la ventilation par produit selon la nomenclature combinée ;

c) par pays d'origine, l'indication séparée des quantités relatives à des produits de second choix ou déclassés ;

d) l'indication séparée, à l'intérieur du total par pays d'origine et par produit, des quantités qui n'ont pas été importées directement du pays d'origine et, dans ce cas, l'indication du pays de provenance.

5. Les États membres font connaître à la Commission dans les dix premiers jours de chaque mois :

a) les tonnages et les valeurs calculés sur la base du prix caf ou daf, pour lesquels les documents d'importation sont devenus périmés au cours du mois précédent sans avoir été utilisés totalement ou partiellement ;

b) les tonnages et les valeurs calculés sur la base du prix caf ou daf, pour lesquels les documents d'importation délivrés précédemment ont fait l'objet d'un renouvellement total ou partiel au cours du mois précédent.

Article 4

La présente recommandation est applicable du 1er janvier au 31 décembre 1989.

Fait à Bruxelles, le 30 janvier 1989.

Par la Commission

Frans ANDRIESSEN

Vice-président

ANNEXE I

Autriche
Finlande
Norvège
Suède

ANNEXE II

Brésil
Bulgarie
Corée du Sud
Hongrie
Pologne
Roumanie
Tchécoslovaquie
Venezuela

ANNEXE III

7201 10 11
7201 10 19
7201 10 30
7201 10 90
7201 20 00
7201 30 10
7201 30 90
7201 40 00

7202 11 10
7202 11 90
7202 99 11

7203 90 00

7204 50 10
7204 50 90

7206 10 00
7206 90 00

7207 11 11
7207 11 19
7207 12 11
7207 12 19
7207 19 11
7207 19 15
7207 19 31
7207 20 11
7207 20 15
7207 20 17
7207 20 31
7207 20 33
7207 20 51
7207 20 55
7207 20 57
7207 20 71

7208 11 00
7208 12 10
7208 12 91
7208 12 99
7208 13 10
7208 13 91
7208 13 99
7208 14 10
7208 14 90
7208 21 10
7208 21 90
7208 22 10
7208 22 91
7208 22 99
7208 23 10
7208 23 91
7208 23 99
7208 24 10
7208 24 90
7208 31 00
7208 32 10
7208 32 30
7208 32 51
7208 32 59
7208 32 91
7208 32 99
7208 33 10
7208 33 91
7208 33 99
7208 34 10
7208 34 90
7208 35 10
7208 35 91
7208 35 93
7208 35 99
7208 41 00
7208 42 10
7208 42 30
7208 42 51
7208 42 59
7208 42 91
7208 42 99
7208 43 10
7208 43 91
7208 43 99
7208 44 10
7208 44 90
7208 45 10
7208 45 91
7208 45 93
7208 45 99
7208 90 10

7209 11 00
7209 12 10
7209 12 90
7209 13 10
7209 13 90
7209 14 10
7209 14 90
7209 21 00
7209 22 10
7209 22 90
7209 23 10
7209 23 90
7209 24 10
7209 24 91
7209 24 99
7209 31 00
7209 32 10
7209 32 90
7209 33 10
7209 33 90
7209 34 10
7209 34 90
7209 41 00
7209 42 10
7209 42 90
7209 43 10
7209 43 90
7209 44 10
7209 44 90
7209 90 10

7210 11 10
7210 12 11
7210 12 19
7210 20 10
7210 31 10
7210 39 10
7210 41 10
7210 49 10
7210 50 10
7210 60 11
7210 60 19
7210 70 11
7210 70 19
7210 90 31
7210 90 33
7210 90 35
7210 90 39

7211 11 00
7211 12 10
7211 12 90
7211 19 10
7211 19 91
7211 19 99
7211 21 00
7211 22 10
7211 22 90
7211 29 10
7211 29 91
7211 29 99
7211 30 10
7211 41 10
7211 41 91
7211 49 10
7211 90 11

7212 10 10
7212 10 91
7212 21 11
7212 29 11
7212 30 11
7212 40 10
7212 40 91
7212 50 31
7212 50 51
7212 60 11
7212 60 91

7213 10 00
7213 20 00
7213 31 00
7213 39 00
7213 41 00
7213 49 00
7213 50 00

7214 20 00
7214 30 00
7214 40 10
7214 40 91
7214 40 99
7214 50 10
7214 50 91
7214 50 99
7214 60 00

7215 90 10

7216 10 00
7216 21 00
7216 22 00
7216 31 00
7216 32 00
7216 33 00
7216 40 10
7216 40 90
7216 50 10
7216 50 90
7216 90 10

7218 10 00
7218 90 11
7218 90 13
7218 90 15
7218 90 19
7218 90 50

7219 11 10
7219 11 90
7219 12 10
7219 12 90
7219 13 10
7219 13 90
7219 14 10
7219 14 90
7219 21 10
7219 21 90
7219 22 10
7219 22 90
7219 23 10
7219 23 90
7219 24 10
7219 24 90
7219 31 10
7219 31 90
7219 32 10
7219 32 90
7219 33 10
7219 33 90
7219 34 10
7219 34 90
7219 35 10
7219 35 90
7219 90 11
7219 90 19

7220 11 00
7220 12 00
7220 20 10
7220 90 11
7220 90 31
7221 00 10
7221 00 90

7222 10 11
7222 10 19
7222 10 91
7222 10 99
7222 30 10
7222 40 11
7222 40 19
7222 40 30

7224 10 00
7224 90 11
7224 90 30

7225 10 10
7225 10 91
7225 10 99
7225 20 11
7225 20 19
7225 20 30
7225 30 00
7225 40 10
7225 40 30
7225 40 50
7225 40 70
7225 40 90
7225 50 00
7225 90 10

7226 10 10
7226 10 30
7226 20 10
7226 20 31
7226 20 51
7226 20 71
7226 91 00
7226 92 10
7226 99 11
7226 99 31

7227 10 00
7227 20 00
7227 90 10
7227 90 90

7228 10 10
7228 10 30
7228 20 11
7228 20 19
7228 20 30
7228 30 10
7228 30 90
7228 60 10
7228 70 10
7228 70 31
7228 80 10
7228 80 90

7301 10 00